vivent les contemporains d'un homme éminemment sympathique et charmeur, dont la force et l'influence tenaient plus à l'affection des cœurs qu'aux convictions raisonnées de l'intelligence."

Quoiqu'il en soit, les catholiques de l'Ouest, particulièrement ceux du Manitoba, ont trop souffert de sa politique scolaire—ils en souffrent encore et en souffriront peut-être toujours—pour ne pas rappeler des griefs qu'ils ont tant de fois formulés. Pour ce faire, nous nous servons des termes même de l'Action catholique de Québec, qui n'ont rien d'amer et font large la part des circonstances atténuantes.

"Comme les autres hommes d'Etat canadiens, Sir Wilfrid Laurier a été aux prises avec des problèmes épineux, d'une solution particulièrement difficile. Si tous admirent la souplesse avec laquelle il les a abordés et traités, l'unanimité est moins complète sur la manière dont il les a résolus. Beaucoup, même parmi ses plus fervents admirateurs, regrettent qu'il n'ait pas tendu à Sir Charles Tupper une main secourable, lorsque le vieux chef protestant lui demanda son secours pour le règlement de la question manitobaine. Beaucoup lui reprochent d'avoir reculé devant les fanatiques lors du règlement de la question scolaire en Alberta et en Saskatchewan...

"Sir Wilfrid Laurier pensait comme ses compatriotes canadiens-français sur ces brûlantes questions. Ce serait une injustice à sa mémoire que de laisser croire qu'il n'a pas lutté pour faire triompher sa manière de voir. A l'époque des difficultés manitobaines il écrivait à un ami :—"Je puis cependant dire avec vérité que depuis douze mois surtout cette question m'a occupé jour et nuit, et que, sans vaine jactance, j'y ai donné plus de temps peut-être que tous les ministres ensemble. J'ai constamment travaillé auprès de nos amis des autres provinces à les amener à la seule solution possible de cette question, c'est-à-dire à la restauration des droits des catholiques..."

"Lors de la brûlante question des écoles de l'Ouest, il éclatait en sanglots, en pleine séance du Conseil des Ministres, en constatant l'inutilité de ses efforts pour amener ses collègues à accepter la première clause scolaire qu'il avait fait rédiger, et qui donnait aux catholiques et aux Canadiens-français pleine mesure de justice.

"Dans toutes ces occasions il aurait pu, il est vrai, faire comme d'autres, sortir de la vie publique, ou continuer à revendiquer la plénitude de nos droits, à la tête du groupe de partisans qui auraient voulu le suivre.

"Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Manquait-il de la force de volonté nécessaire pour repousser l'occasion de monter au pouvoir, qui s'offrait à son parti? Plus tard a-t-il négligé de jeter du côté de ce qu'il savait être le droit et la justice, le poids de son prestige, par crainte de sacrifier une situation péniblement acquise?

"N'était-il pas plutôt fermement convaincu que le meilleur moyen de sauver ce qui pouvait être sauvé était de plier devant l'orage, comme le capitaine qui se laisse dériver à la cape au lieu d'abandonner son